

## LE GAULLISME MORIBOND...

En 1958, «*le Front Républicain*» est élu pour faire la paix en Algérie.

La même année, devant la faillite du *Front républicain* et en désespoir de cause, la bourgeoisie confie à De Gaulle le soin de régler le sort de «*l'Algérie Française*», et ce sera quelques années plus tard les accords d'Évian.

En fonction même des intérêts du grand capital, la solution «*coloniale*» du maintien de l'ordre est devenue trop coûteuse. N'en déplaise aux quelques nostalgiques de l'Algérie Française, «*Boumedienne coûte moins cher*».

Il semblerait qu'aujourd'hui, le même «*processus*» s'engage au Portugal.

En 1968, la grève générale sonne le glas du gaullisme. Et, dès cette époque, la bourgeoisie cherche des solutions de rechange: POMPIDOU succède à DE GAULLE.

DE GAULLE et POMPIDOU disparus, les problèmes demeurent et «*l'accentuation de la crise du système capitaliste mondial*», si justement dénoncée par la déclaration intersyndicale du 10 janvier 1974, ne s'est pas résorbée, loin s'en faut.

L'inflation continue à se développer, les prix montent, le chômage s'installe. Il ne s'agit pas seulement d'une «*crise gouvernementale*» mais véritablement d'une crise de régime.

C'est dans ce contexte qu'intervient l'élection présidentielle. Contrairement aux néo-socialistes et à quelques autres, nous demeurons, à la C.G.T.-F.O., résolument hostiles à la confusion entre partis-syndicats.

Bien entendu, cela ne signifie pas que nous soyons «*apolitiques*».

En 1969, alors que se jouait le sort du mouvement organisé, nous avons les premiers sur le plan syndical appelé à répondre NON aux projets corporatistes du Général.

Que demain, de tels projets réapparaissent, nous les combattons avec la même vigueur sans aucune considération de personne ou de partis.

Nous pensons que le mouvement syndical, s'il veut continuer à être le seul défenseur des intérêts ouvriers, doit mesurer très précisément (et personne d'autre à la place!) l'étendue de ses engagements politiques.

En ce qui concerne la présente élection présidentielle, nous avons souverainement décidé de ne pas donner de consigne de vote. Les militants et adhérents à la C.G.T.-F.O. se détermineront donc librement.

Un certain nombre d'entre eux attendent beaucoup des résultats de l'élection présidentielle, d'autres un peu moins, d'autres enfin considèrent qu'il s'agit d'un terrain miné sur lequel il convient de s'aventurer avec prudence. Tous sont syndiqués à part entière et n'attendent pas du syndicat qu'il leur dicte leur conduite en la matière.

Il faut également ajouter que TOUS, quelle que soit par ailleurs leur option politique, sont parfaitement conscients qu'au lendemain de l'élection présidentielle, il y aura encore des patrons et des ouvriers aux intérêts antagonistes.

Tous sont également conscients que, quelle que soit la personnalité qui occupera le Palais de l'Élysée, la nature fondamentale de l'État (garant de l'ordre existant!) n'aura pas changé, et les gouvernements continueront à assurer le «*maintien de l'ordre*».

Dans ces conditions, et sans sous-estimer la portée de l'élection présidentielle, ils savent qu'ils doivent d'abord compter sur eux-mêmes et leurs syndicats pour la défense de leurs intérêts de classe.

Et c'est précisément la raison de leur engagement à la C.G.T.-F.O.

**Alexandre HÉBERT.**

-----